

D 953 NICARAGUA: LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE SELON
LA MAISON-BLANCHE

Pour savoir comment est informé le président des Etats-Unis sur le Nicaragua, le lecteur lira avec intérêt la "note de synthèse" ci-dessous, en provenance du Bureau de presse et de planification de la Maison-Blanche. Ce document a été publié dans "White House Digest" du 29 février 1984. Il est intitulé "La persécution des groupes chrétiens au Nicaragua" et fait état de "preuves accablantes". Mélange de faits réels, d'erreurs manifestes et d'appréciations fantaisistes, ce document n'a en fait qu'un seul et même objectif: prouver par la persécution religieuse la thèse du caractère marxiste-léniniste du régime nicaraguayen. Le lecteur notera qu'en dehors du cas des Miskito, les sources principales d'information sont deux Nicaraguayens: Edgard Macias, ancien vice-ministre du travail du Nicaragua dans les premiers mois du nouveau régime, cité 7 fois dans la note de synthèse de la Maison-Blanche; et Humberto Belli, ancien conseiller de Mgr Obando à Managua, cité 4 fois (sur H. Belli, voir DIAL D 912). L'observateur ne peut manquer de relever que ce thème de la "persécution religieuse au Nicaragua" - plutôt que des conflits entre l'Eglise et l'Etat - a été lancé par l'archevêché de Managua.

Note DIAL

"WHITE HOUSE DIGEST"
(29 février 1984)

LA PERSÉCUTION DES GROUPES CHRÉTIENS AU NICARAGUA

La religion des travailleurs ne comporte pas de Dieu, parce qu'elle cherche à restaurer la divinité de l'Homme. Karl Marx

Toute pensée religieuse, toute idée d'un dieu, même superficielle, constitue une indicible vilénie de l'espèce la plus dangereuse, une "contagion" des plus abominables. Des millions de péchés, des actions ignobles, des actes de violence et la contagion des maladies physiques représentent des dangers beaucoup moins redoutables que le pouvoir insidieux de l'idée spirituelle de dieu. Lénine

L'histoire nous montre que les régimes communistes cherchent inmanquablement ou à détruire l'Eglise ou à la subvertir. L'existence même de l'Eglise leur est une idée insupportable. L'allégeance à Dieu fait obstacle à une allégeance et une soumission totales à l'Etat qui est, selon Marx, la voie rédemptrice de la transformation séculière de l'homme en dieu.

Les communistes ne peuvent tolérer cette limite apportée à leur pouvoir absolu. C'est ainsi qu'en Union Soviétique toutes les églises, à l'exception d'un petit nombre, ont été fermées et que toute affiliation religieuse entraîne habituellement la perte de précieux privilèges et, parfois, des persécutions plus graves.

Au Nicaragua, les responsables du gouvernement, qui se reconnaissent eux-mêmes marxistes-léninistes (1), suivent le même chemin. Ils cherchent à faire de l'Eglise catholique, de loin la plus importante au Nicaragua, un bras du gouvernement.

Un petit nombre de prêtres catholiques ont l'approbation officielle et la caution du gouvernement. Ils servent de support au gouvernement pour répandre l'idée que seuls les marxistes sont de vrais chrétiens et pour diffamer et diviser l'ensemble de l'Eglise.

Parallèlement, les sandinistes ont harcelé, persécuté et diffamé les responsables de l'église légitime, y compris le Pape Jean-Paul II. Les émissions télévisées de l'Eglise sont soumises à une censure préalable et les sandinistes cherchent à isoler du peuple la hiérarchie de l'Eglise.

La répression de groupes protestants minoritaires a été encore plus brutale. Des dizaines d'églises protestantes ont été brûlées, des responsables protestants ont été arrêtés, battus et déportés. Certaines églises protestantes ont été officiellement dénoncées comme étant l'instrument de l'impérialisme américain.

L'ÉGLISE CONTRE SOMOZA

Sous la dictature de Somoza, qui fut renversé en 1979, l'Eglise catholique a été au premier rang des forces appelant à la réforme. En effet, en 1979, le prélat du Nicaragua, l'archevêque Obando y Bravo, franchit une étape déterminante en déclarant que le régime de Somoza était devenu intolérable et que les chrétiens pouvaient en toute bonne conscience se soulever contre lui.

A ce moment-là, la révolution contre Somoza était largement fondée et avait l'aval de la plupart des hommes responsables au Nicaragua. La révolution était ouvertement engagée dans le sens de la démocratie et du pluralisme. Mais, peu après le départ de Somoza, la faction communiste - avec le contrôle des militaires - commença de consolider son pouvoir.

En dépit d'indices de danger proche, la hiérarchie catholique était initialement favorable au gouvernement révolutionnaire.

LE PREMIER PAS

Mais, en octobre 1980, les sandinistes franchirent le premier pas effectif vers la réalisation du double objectif communiste:

- a) limiter l'influence de l'Eglise;
- b) récupérer à son profit ce qui reste de cette influence.

Dans leur déclaration politique sur la religion, les sandinistes signifièrent que les chrétiens n'étaient pas autorisés à faire du prosélytisme à l'intérieur des organisations sandinistes. De plus, seuls ceux des religieux qui acceptaient pleinement les objectifs de la Révolution, et, ce faisant, renforçaient le pouvoir sandiniste, étaient autorisés à jouer un rôle actif dans les affaires publiques (2).

(1) Notes du document original: voir en dernière page du texte (NdT)

Les évêques répondirent immédiatement et fermement, en disant que ces tentatives pour limiter l'influence de l'Eglise étaient de nature "totalitaire". Les systèmes totalitaires, expliquaient les évêques, cherchent à transformer l'Eglise en "instrument", en ne tolérant que les activités qui conviennent au gouvernement (3).

Edgard Macias fit partie du gouvernement sandiniste comme vice-ministre du travail, mais il quitta le Nicaragua quand il se rendit compte que les sandinistes s'employaient à instaurer un régime totalitaire marxiste-léniniste. A propos des efforts des sandinistes pour faire de l'Eglise leur "instrument", il écrit:

"Le FSLN (l'organisation sandiniste au pouvoir) avait son plan d'action dès le départ, incluant le harcèlement continu des églises ainsi que la réduction et la suppression de leurs programmes sociaux... Ils veulent les restreindre à leur fonction strictement liturgique, ce qui les cantonnerait à l'intérieur de leurs édifices religieux... La pastorale sociale des églises ne doit pas exister, car elle a une influence qui "concurrence" l'autorité unique que le Front prétend être" (4).

Après cette passe d'armes entre les évêques et les sandinistes, l'Eglise s'écarta pendant quelque temps de sa ligne en faisant des déclarations conciliantes vis-à-vis du régime, dans l'espoir de préserver les relations. Le pouvoir sandiniste s'efforce de se présenter publiquement comme favorable à l'Eglise, ce dont l'immense majorité du clergé catholique doute sérieusement. Ces réserves sont confortées par les faits.

LES PRÊTRES ET LA POLITIQUE

En 1981, en réponse au désir du pape Jean-Paul II de voir l'Eglise libre d'engagements politiques, les évêques nicaraguayens demandèrent à l'ensemble du clergé catholique de limiter ses activités politiques en ne se donnant plus à temps complet au régime ou à toute autre faction politique.

Il s'ensuivit une longue controverse. Les prêtres sandinistes refusèrent de quitter leur poste. Mis en échec, les évêques donnèrent leur accord à ce que les prêtres sandinistes restent temporairement au gouvernement, à condition de ne plus exercer leurs fonctions sacerdotales.

Les prêtres sandinistes de haut rang qui choisirent de ne plus exercer leurs fonctions sacerdotales pour continuer d'occuper leurs charges politiques sont les suivants: Miguel d'Escoto, ministre des affaires étrangères; Fernando Cardenal, directeur des organisations de jeunesse sandiniste; et son frère Ernesto, ministre de la culture.

Depuis cette époque, les sandinistes ont sérieusement fait campagne pour soutenir fermement les factions d'Eglise qui vont dans le sens de leurs intérêts. D'après Edgard Macias, les prêtres qui avaient manifesté le désir de laisser le gouvernement se sont entendu dire par la junte qu'ils ne pouvaient démissionner de leurs postes.

"L'ÉGLISE DU PEUPLE"

La première étape a consisté à choisir et à développer une institution latino-américaine unique appelée communauté chrétienne de base (*).

(*) On notera que le rédacteur du document de la Maison-Blanche n'est pas un connaisseur des réalités religieuses du continent latino-américain: il se trompe dans l'intitulé des "communautés ecclésiales (et non chrétiennes) de base" et il est ignorant des conditions précises dans lesquelles ce mouvement est né (NdT).

La communauté de base est un groupe de catholiques, qui se réunissent pour la prière et les services religieux, mais qui travaillent également ensemble à des réformes sociales et politiques. Pendant des années, la plupart de ces groupes n'ont pas été marxistes mais ont travaillé à des réformes que la majorité des Américains pourraient considérer comme fondamentales.

Cependant, les évêques ont vite souligné que les communautés de base étaient susceptibles de devenir "prisonnières d'une polarisation politique ou d'idéologies à la mode qui cherchent à exploiter leurs immenses possibilités" (5).

Les sandinistes se sont mis à exploiter ces possibilités. Un grand nombre de communautés de base sont restées fidèles à la hiérarchie catholique mais beaucoup d'autres ont été transformées en instruments de la révolution, celles que les sandinistes appellent "l'Eglise du peuple", c'est-à-dire une église soumise au gouvernement.

Les sandinistes commencèrent à parler ouvertement de deux églises: l'une, "l'Eglise populaire", qui est l'amie du peuple; et l'autre, celle qui opprime le peuple.

Macias écrit: "Il est ridicule de voir les "chefs révolutionnaires" (qui "se sont déclarés marxistes-léninistes) utiliser la terminologie chrétienne "et même... faire des sermons sur le rôle que doivent jouer la religion et "les évêques. Ils disent que tant qu'il y aura le sandinisme (FSLN), il y "aura le christianisme, en laissant entendre par là qu'en dehors d'eux il "n'y a pas de christianisme... On ne peut trouver meilleur exemple de la "façon dont un groupe politique cherche à "s'approprier" la religion pour "la modeler selon ses objectifs... Rappelez-vous que la structure du FSLN "en tant que parti politique est fasciste et antidémocratique, et que la "Direction nationale est un mythe forgé artificiellement" (6).

En ce qui concerne l'église traditionnelle et "l'église populaire", Sergio Ramirez, un membre de la junte sandiniste, a déclaré que l'une de ces "églises" n'était pas révolutionnaire, mais que l'autre église était "(une) "église du changement. Cette église est devenue l'alliée du peuple. Cette "église a poussé à la révolution et s'est engagée dans la révolution. Cette "église participe au processus révolutionnaire et fait corps avec les prêtres patriotes et révolutionnaires dont nous sommes très fiers dans le "gouvernement" (7).

En riposte, l'archevêque Obando y Bravo a condamné "ceux qui essayent de diviser l'Eglise" et qui lancent l'idée qu'il existe "une église bourgeoise et une autre, l'église des pauvres". Le Vatican s'est alarmé de ces efforts des sandinistes pour diviser l'église au Nicaragua, au point que le Pape a publié, le 29 juin 1982, une lettre pastorale dans laquelle il critique les avocats de "l'Eglise populaire" en raison de leur "infiltration de connotations idéologiques caractérisées dans la ligne d'une certaine radicalisation politique, de la lutte des classes, de l'acceptation de la violence pour l'obtention de fins politiques. Ce n'est pas dans une "tâche politique mais dans le ministère sacerdotal que le peuple veut res- "ter uni à l'Eglise" (*).

(*) Dans la version originale en espagnol de la lettre du pape, on lit: "Il est facile de voir - et le document de Puebla l'indique explicitement - que le concept d'"Eglise populaire" échappe difficilement à l'infiltration de connotations idéologiques caractérisées, dans la ligne d'une certaine radicalisation politique, de la lutte des classes, de l'acceptation de la violence pour l'obtention de fins déterminées, etc." Et c'est seulement plusieurs paragraphes après que le pape écrit en parlant des prêtres: "Ce n'est pas dans une tâche politique mais dans le ministère sacerdotal que le peuple veut les voir proches de lui" (NdT).

L'ÉGLISE ET LA POLICE SECRÈTE

Un des premiers pas franchi par les sandinistes fut d'articuler un bon nombre des soi-disant Comités de défense sandinistes avec des communautés chrétiennes de base. Les comités de défense servent de réseau d'informateurs et de surveillance des quartiers, et ils ont autorité pour accorder certains privilèges, comme les laissez-passer intérieurs ou les tickets de rationnement pour certains articles. Ces unités de base d'un contrôle totalitaire existent en Union Soviétique, dans les pays de l'Est et à Cuba.

Selon Edgard Macias, ces "églises du peuple" (*), faites de la combinaison des communautés de base et des comités de défense, sont sous contrôle du ministre de l'intérieur Tomas Borge, qui réunit dans son ministère la sécurité intérieure et l'appareil de police secrète (**).

L'Eglise du peuple ne représente qu'une minorité parmi les catholiques nicaraguayens. Mais les media, contrôlés par les sandinistes, donnent une énorme importance à chacune de leurs actions en faveur du régime. Le gouvernement adhère à la "théologie de la libération", doctrine de l'Eglise du peuple qui dépeint le Christ comme un marxiste révolutionnaire.

Une publication clandestine du Honduras, destinée à l'étude de groupe et intitulée "Réflexions d'un marxiste chrétien du Honduras", est typique de la perspective de la "théologie de la libération": "(l'amour des pauvres) ne consiste pas seulement à leur donner à manger, mais à éliminer la cause de leur pauvreté, c'est-à-dire le système capitaliste/impérialiste. Et pour y parvenir, un chrétien non seulement peut mais doit être socialiste, marxiste-léniniste, révolutionnaire violent".

Geraldine O'Leary Macias, épouse d'Edgard Macias, a été pendant des années missionnaire de Maryknoll au Nicaragua où elle a travaillé aux réformes sociales. Elle a vu de près comment agissent les communistes pour amener un christianisme authentique dans le sens de leurs buts avoués: "Les marxistes ont été très malins dans l'utilisation de la théologie de la libération pour la faire apparaître comme marxiste, en faisant du mot chrétien le synonyme de sandiniste et en définissant la révolution comme marxiste. Le seul changement majeur dans cette approche a été introduit par les marxistes non nicaraguayens. Comme les Cubains, les Bulgares et les Allemands de l'Est ont joué un rôle important de conseillers de la police, de l'armée et de la milice, leur ferveur anti-religieuse a fait apparaître les contradictions très réelles entre ce que veut le peuple nicaraguayen et ce que veulent les sandinistes" (8)

CENSURE

En même temps qu'ils donnaient de la publicité à l'Eglise du peuple, les sandinistes se sont mis, en juillet 1981, à fermer l'accès de l'Eglise aux media. L'archevêque, ou un prêtre désigné par lui, avait l'habitude de célébrer la messe tous les dimanches à la télévision de Managua et d'y faire un sermon au cours de la messe.

(*) L'auteur de ce document utilise indistinctement, au cours de sa rédaction, l'expression "Eglise du peuple" et "Eglise populaire". Il semble ignorer que, seule, l'expression "Eglise populaire" fait la polémique au Nicaragua (NdT).

(**) La gravité de l'affirmation du rédacteur de ce document sur le contrôle des communautés ecclésiastiques de base par la police du régime mériterait, pour être crédible, plus qu'une simple affirmation, proche ici de la diffamation (NdT).

Mais en juillet 1981, les sandinistes annonçaient que les messes télévisées devaient être célébrées par roulement entre les prêtres catholiques. L'archevêque refusa, car il était conscient que des "prêtres" pro-sandinistes seraient choisis. Les messes télévisées furent alors supprimées.

Macias écrit: "La messe télévisée de l'archevêque a été supprimée lorsque le commandant Tomas Borge, ministre de l'intérieur, décida d'imposer un système qui éliminerait sa présence et le remplacerait par des prêtres sandino-chrétiens. La stratégie consistait à substituer l'autorité de l'archevêque et son rôle de chef des croyants par l'autorité du chef suprême de la sûreté de l'Etat (Borge) et son petit groupe de prêtres loyalistes"(9).

Radio-Catholique est placée sous censure sévère quotidienne. Depuis mars 1982, le journal indépendant "La Prensa", grâce auquel l'archevêque communiquait avec le peuple, fait l'objet d'une censure parfois plus sévère que celle en vigueur sous la dictature de Somoza. Cependant, l'archevêque est encore autorisé à publier son homélie dans "La Prensa" (10).

Depuis Pâques 1982, les prêtres sont obligés de soumettre leurs homélies au ministère de l'intérieur pour autorisation de diffusion à la radio.

LE PAPE CENSURÉ

En juin 1982, le pape envoyait une lettre pastorale au peuple du Nicaragua (*); il y dénonçait les efforts du gouvernement pour mettre en place une Eglise parallèle, mais la publication de cette lettre fut initialement refusée.

L'archevêque Obando y Bravo a abondamment commenté la lettre du pape. Ses commentaires jettent un éclairage sur les groupes et techniques spécifiques qu'utilisent les sandinistes pour créer une église parallèle: "Je crois qu'il y a là une véritable intention secrète de diviser l'Eglise, ainsi que l'évoque Sa Sainteté. Quand nous parlons d'une "église populaire", nous voulons dire qu'au Nicaragua il y a plusieurs centres qui la soutiennent. Cinq centres ont été créés, tous très bien équipés et organisés: le Centre Antonio Valdivieso, le CEPA, l'Axe oecuménique, le CEPAD et l'Institut historique centro-américain. Ils disposent de ressources abondantes, d'employés à plein-temps, théologiens et laïcs, de matériel pour enregistrer et imprimer ainsi que d'une aide internationale importante. Ces groupes détiennent l'exclusivité de l'accès aux réseaux de communication de l'Etat, lesquels représentent 100 % des chaînes de télévision, 90% des stations de radio et deux journaux sur trois..."

"La virulence de leurs attaques a déjà atteint un point extrême de violence physique contre certains évêques. A l'étranger, les promoteurs de cette église populaire ont organisé d'importantes campagnes internationales de propagande... Le véhicule en est les éditions internationales de "Barricada"... Ils sont aussi en contact avec d'autres organes de la théologie de la libération et groupes religieux apparentés, disséminés à travers le monde" (11). (C'est nous qui soulignons).

Plusieurs des centres mentionnés par l'archevêque sont souvent cités dans ce pays.

Selon Edgard Macias, les sandinistes sont même en train d'essayer de créer un nouveau rite religieux, le rite sandino-chrétien, complété d'icônes d'Augusto Sandino, de prières adressées à un nouveau panthéon de sandinistes martyrs qui sont révéérés comme des saints, et même avec un début de culte de résurrection: "Accroché à la façade de la cathédrale de Mana-

(*) Ce n'est pas au peuple nicaraguayen que le pape a écrit mais aux évêques comme tels (NdT).

"gua (il y avait) un immense portrait du général Sandino dans sa pose caractéristique, mais dessiné à l'intérieur d'une hostie blanche bordée des couleurs rouge et noire du drapeau du FSLN... Les Nicaraguayens ne sont pas encore remis de la surprise d'avoir entendu, à l'occasion de la campagne pour le troisième anniversaire de la révolution, une courte annonce à la radio et à la télévision qui faisait savoir que les morts n'étaient plus simplement des héros sandinistes mais des "saints sandinistes". D'un certain Navarrito, on disait qu'"il venait de mourir et que les vers lui mangeaient les pieds, mais il se réveilla le jour même", ce qui le comparait à Jésus-Christ, lequel, comme chacun sait, mit trois jours pour en faire autant."

L'action la plus audacieuse de l'"Eglise du peuple" fut effectuée durant la visite de Jean-Paul II au Nicaragua, au moment où il disait la messe sur une immense place de Managua. Un film pris par la télévision sandiniste montre clairement que les sandinistes ont utilisé l'occasion pour organiser une manifestation contre le pape pendant la messe.

Comme il arrive presque partout où il se rend, le pape fut accueilli par la foule avec un enthousiasme fervent. Pendant son homélie il fut sans cesse interrompu par des applaudissements et des acclamations aux cris de "Vive le pape!" Les applaudissements furent particulièrement intenses aux passages de son homélie qui dénonçaient l'"Eglise du peuple".

Cependant, comme le montre à l'évidence le film de la télévision sandiniste, les endroits de la place les plus proches du pape étaient réservés à des activistes sandinistes équipés à l'avance de micros.

Alors que le pape terminait son homélie, ces activistes se mirent à scander des slogans politiques. Au moment où le pape arrivait au moment le plus sacré de la messe, c'est-à-dire à la Consécration du pain et du vin, les activistes armés de leurs micros commencèrent de véritables discours qui couvrirent presque les paroles de la Consécration. Les manifestants demandaient que le pape insère dans la messe une prière pour les martyrs sandinistes - ce qui faisait peut-être partie du plan de légitimation du rite sandino-chrétien.

Les neuf "commandants" sandinistes, qui détiennent réellement le pouvoir au Nicaragua, se tenaient sur une estrade près du pape. Ils encourageaient les manifestants, en criant eux-mêmes des slogans et en levant le poing. A un moment donné, des hommes en uniforme prirent la tête des activistes dans une marche de protestation autour de l'autel. On apprit plus tard de source sûre que les micros utilisés par les activistes étaient alors contrôlés par les techniciens sandinistes, lesquels avaient également le contrôle du micro du pape.

TRAVAIL DE SAPE CONTRE LA HIÉRARCHIE DE L'ÉGLISE

Les sandinistes en sont venus aux ingérences dans le droit de nomination par la hiérarchie des prêtres en paroisse. Des rapports font état que des prêtres désignés en remplacement par l'archevêque ont été malmenés par des foules sous contrôle des sandinistes. Ces manifestants, organisés par les Comités de défense sandiniste et par les forces de la sûreté intérieure, sont connues sous le nom de turbas divinas, "les masses divines".

Les prêtres qui ne prêchent pas ni n'acceptent la "théologie" marxiste sont harcelés par ces foules. Les prêtres légitimes voient leurs services religieux souvent interrompus, en particulier dans les paroisses rurales. Des manifestants cherchent parfois à transformer la messe en meeting politique.

A Managua, les sandinistes ont organisé des agressions physiques contre le clergé légitime, y compris contre l'archevêque Bosco Vivas, évêque auxiliaire de Managua (*) qui a été bousculé et jeté par terre par des bandes sandinistes en août dernier (12).

Les sandinistes ont également organisé des campagnes pour discréditer des responsables d'Eglise, comme le Père Bismarck Carballo, directeur de Radio-Catholique et porte-parole de l'archevêque. Appelé au domicile d'un paroissien, il a été contraint de se déshabiller par des membres des forces de sécurité, puis de sortir dans la rue devant les caméras de télévision et des bandes sandinistes placées là d'avance. Lorsque la presse nicaraguayenne eut publié les photos et le récit de l'incident, les sandinistes furent très embarrassés car il était évident qu'on avait voulu porter atteinte à la réputation du principal porte-parole de l'Eglise.

En septembre 1982, la situation était devenue si sérieuse que l'archevêque John R. Roche, président de la Conférence nationale des évêques catholiques des Etats-Unis, publia une déclaration dans laquelle il critiquait les sandinistes: "Ces dernières semaines, des institutions et des membres de l'Eglise, y compris des évêques, ont été l'objet d'attaques graves et parfois honteuses... Nous ne pouvons que protester dans les termes les plus énergiques contre les entreprises de diffamation et les agressions physiques dont sont la cible des membres éminents du clergé, contre l'exercice intempestif du contrôle d'Etat sur les médias, y compris ceux de l'Eglise, contre les menaces pesant sur le rôle éducatif de l'Eglise, et - signe des plus inquiétants - contre le penchant croissant des manifestations publiques à finir dans les conflits sanglants" (13).

Edgard Macias résume bien le traitement que réservent les sandinistes à l'Eglise catholique: "Elle (la religion) est une chose à permettre à titre provisoire, d'abord parce qu'elle existe de fait puis parce que, bon gré mal gré, il faut la tolérer comme un "moindre mal" qu'on ne peut éliminer dans l'immédiat. Mais elle est condamnée à une extinction graduelle et progressive" (14).

LA PERSÉCUTION DES GROUPES PROTESTANTS

La persécution des groupes protestants a été encore plus directe et brutale car leur importance réduite les rend plus vulnérables.

A l'époque où les sandinistes en étaient encore à consolider leur pouvoir immédiatement après la révolution, ils ne s'en prirent guère aux groupes protestants. Selon Humberto Belli, ancien journaliste à "La Prensa", le seul journal indépendant au Nicaragua, jusqu'en fin 1981 la persécution a été réduite, si ce n'est contre quelques pasteurs de village.

Belli déclare: "les pasteurs protestants... étaient conscients de leur vulnérabilité et ils s'efforcèrent de s'abstenir de tout commentaire sur le plan politique. Quelques-uns d'entre eux allèrent même jusqu'à assurer le gouvernement de leur loyalisme" (15).

De temps à autre, des groupes de "Chrétiens révolutionnaires" publiaient des tracts dénonçant les dénominations protestantes comme agents de l'impérialisme américain. Les médias contrôlés par le gouvernement faisaient souvent écho à ces accusations.

En 1982, ces attaques se firent plus directes. Selon Belli: "En mars, quelques jours avant que le gouvernement ne supprime tous les droits indi-

(*) L'auteur du rapport ignore qu'un évêque auxiliaire n'est pas archevêque mais évêque (NdT).

"viduels et ne décrète l'état d'urgence, "Barricada", le journal officiel des sandinistes, fit paraître deux articles en première page sur huit colonnes sur les protestants, articles intitulés: "L'invasion des sectes". Dans ces articles, plusieurs dénominations protestantes, comme les Mormons, les Adventistes du septième jour et les Témoins de Jéhovah, étaient décrites comme des groupes de fanatiques et des gens superstitieux se plaisant à manipuler les sentiments des gens et s'inscrivant dans une stratégie mondiale de pénétration culturelle orchestrée par l'impérialisme américain."

"Peu de temps après la publication de ces articles, les attaques se firent de plus en plus bruyantes, et on assista aux premières menaces physiques. Le commandant Tomas Borge... déclara que la liberté religieuse serait reconnue à ceux qui sont pour la révolution, mais que les jours étaient comptés pour ceux qui abusaient du peuple et prêchaient des comportements négatifs" (16).

Le 30 juillet 1982, Radio-Sandino donna le compte rendu d'un discours de Borge sur ce sujet dans les termes suivants: "Borge a dit que les sectes religieuses - les Témoins de Jéhovah, les Adventistes, les Mormons et les autres groupes opposés à la révolution - font l'objet d'une enquête... Il a déclaré qu'une loi va être soumise à l'approbation du Conseil d'Etat en vertu de laquelle les sectes religieuses devront être enregistrées par les autorités avant d'entrer en activité" (17).

Dans son discours du 17 juillet, Borge avait dit: "Un grand nombre de sectes ont été fondées par la CIA... Certaines d'entre elles ont leur église-mère aux Etats-Unis. Les sectes les plus célèbres - et il est bon que le peuple connaisse ses ennemis - sont les Témoins de Jéhovah, les Mormons et les Adventistes... D'autres sectes s'appellent Voix de l'acclamation, Eglise wesleyenne, si tant est que cela veuille dire quelque chose.. Il est évident que nous devons étudier sérieusement les moyens de mettre en échec leurs activités de diversion financées par la CIA des Etats-Unis, et prendre des mesures de police en accord avec les lois révolutionnaires pour contrôler et neutraliser certaines activités qui troublent l'ordre intérieur du pays. D'abord un grand nombre de ces sectes ne sont pas enregistrées auprès des services gouvernementaux appropriés, ce qui les rend illégales" (18).

Borge a encouragé des actions de masse contre les églises protestantes. En août 1982, plus de vingt églises protestantes de Managua ont été occupées par des "masses divines". Une partie seulement, et non la totalité, des biens confisqués ont été restitués, et à la condition que les ministres s'abstiennent de critiquer le gouvernement.

L'Armée du salut est une des organisations chrétiennes qui ont été chassées du Nicaragua. Elle a dû cesser ses activités charitables et religieuses en août 1980 suite à "des menaces verbales sérieuses de la part des autorités et, finalement, sur ordre de mettre fin à son programme et de quitter le pays" (19).

La persécution religieuse a également affecté la petite communauté juive du Nicaragua. Victime des actions d'intimidation des sandinistes et de leur rhétorique pendant et après la révolution, c'est pratiquement toute la communauté qui a quitté le pays. Un article de Shoshana Bryen dans le "Wall Street Journal" résume bien la situation en disant: "Il y a des gens qui croient que les actions menées contre les citoyens juifs venaient de l'anticapitalisme des sandinistes, mais les menaces de mort, la confiscation immédiate des biens professionnels et privés, l'incendie de la synagogue de Managua (et par la suite sa confiscation), l'arrestation et la persécution des juifs nicaraguayens ne venaient pas d'un socialisme naissant... D'autres

"petites communautés, politiquement vulnérables peuvent subir un sort analogue à celui des juifs du Nicaragua, dans une partie du monde où le PLO "aide l'Union Soviétique à exporter la révolution et l'antisémitisme " (20).

LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE CONTRE LES INDIENS

C'est sans doute sur les Indiens Miskito, Sumo et Rama du Nicaragua sur la distante Côte atlantique, que les sandinistes se sont livrés aux cas de persécution les plus tragiques.

La plupart des membres de ces tribus font partie d'Eglises protestantes minoritaires, en particulier l'Eglise morave. En raison de leur isolement du reste du Nicaragua, ils n'ont pas grand'chose à voir avec un gouvernement quelconque. Les missionnaires moraves remédiaient aux lacunes en tenant la plupart des écoles, des hôpitaux et des organismes d'assistance de la région.

La campagne de persécution contre les Indiens a été, jusqu'à présent, surtout dirigée contre les leaders religieux et les institutions. Dans leurs attaques contre les leaders religieux, les sandinistes ont plus cherché à détruire la source de leur unité et de leur force qu'à s'en prendre à la religion elle-même.

Ainsi que l'explique Belli: "Lorsque les sandinistes arrivèrent au pouvoir en 1979, ils annoncèrent immédiatement que leur objectif prioritaire "était le "sauvetage" de la Côte atlantique". Du personnel cubain et nicaraguayen fut déversé dans la région.

Les sandinistes s'employèrent d'une main de fer à remodeler la vie des Indiens selon les normes marxistes, et "commencèrent à remplacer les dirigeants autochtones par des autorités (sandinistes) de leur obéissance - "pour la plupart des instituteurs cubains et des étrangers". Rancoeurs, répression et émeutes ne tardèrent pas à faire leur apparition. Belli raconte: "Les sandinistes rejetèrent la responsabilité des événements sur les forces "contre-révolutionnaires inspirées par la CIA, et ils se mirent à attaquer "les pasteurs moraves les plus influents. Certains d'entre eux furent mis "en prison, d'autres expulsés, ce qui provoqua de nouvelles vagues de protestation et de répression. (Le gouvernement) intensifia ses attaques et "démantela le réseau d'organisations charitables que les Moraves avaient "mis en place en un siècle de travail" (21).

Les sandinistes isolèrent complètement la Côte atlantique. On ne pouvait se rendre dans cette région qu'avec un laissez-passer spécial. Les Indiens étaient enrôlés dans la milice. Ceux qui refusaient étaient fusillés ou déportés. Des villages furent évacués de force et incendiés. Selon Edgard Macias, en été 1982 les sandinistes avaient détruit 55 églises moraves.

Les ministres du culte qui sont encore autorisés à prêcher dans la région doivent soumettre leurs sermons à la censure sandiniste locale. Les dirigeants indiens ont été regroupés et mis en prison. L'organisation de protection des trois tribus, créée pour représenter les intérêts des Indiens auprès du gouvernement, a été supprimée.

Deux des plus éminents dirigeants moraves, le Révérend Norman Bent et le Révérend Fernando Colomens, ont été interdits de séjour dans la région de la Côte atlantique. Le Comité d'action sociale morave a été supprimée par le FSLN.

En novembre 1982, le Conseil misurasata des anciens, les représentants légaux des trois tribus, ont dénoncé officiellement le gouvernement sandiniste devant l'Organisation des Etats américains.

Dans leur dénonciation, les Anciens expliquaient que, en dépit de leur "participation active à la lutte de libération (contre Somoza) et leur "appui décidé au gouvernement révolutionnaire dirigé par le Front sandiniste "de libération nationale ", leur peuple faisait l'objet "d'une intense ré-
"pression, d'un manque de respect envers leurs croyances religieuses et
"leurs traditions, d'arrestations de leurs chefs, de rafles massives de pay-
"sans, de femmes, de vieillards et d'enfants, de viols, de brutalités, de
"tortures, d'assassinat et de disparition de prisonniers... La situation a
"progressivement empiré... Ils nous ont chassés des terres qui nous venaient
"de nos ancêtres... Des milliers de membres de nos communautés sont en ce
"moment maintenus, sur le territoire nicaraguayen, dans des camps de concen-
"tration sous stricte surveillance militaire, tandis que plus de 1.500 In-
"diens ont été obligés de chercher refuge dans la République soeur du Hon-
"duras... Ils vivent dans des camps de réfugiés, pratiquement à la merci
"des intempéries, avec de graves problèmes de santé et de nutrition, en
"particulier chez les enfants, lesquels vivent pratiquement nus et souffrent
"de parasites et de nombreuses maladies."

Les détails de ces persécutions sont particulièrement effrayants.

Selon le Conseil des anciens, en janvier et février 1982, "Le FSLN, sous
"prétexte de "défense de la souveraineté nationale", détruisit 49 communau-
"tés, incendia plus de 4.000 maisons, et pour que personne ne puisse revenir
"dans sa terre d'origine, coupa les arbres fruitiers et abattit tous les
"animaux domestiques... Il contraignit les gens qui habitaient là à une mar-
"che forcée de 11 à 15 jours pour les conduire aux différents camps de con-
"centration... Pendant cette marche forcée..., les invalides, les infirmes,
"les aveugles et les paralysés furent tous rassemblés dans le village de
"Tulinbilla, enfermés dans l'église et brûlés. 13 personnes périrent ainsi".

C'est aussi en février que le Révérend Sandalio Patron, chef des Indiens Sumo, fut emprisonné.

(...) (*)

"La communauté de Musawas, actuellement dans un camp de réfugiés à Moco-
"ron, a été témoin de tout ce qui s'est passé à Musawas."

En juillet, la loi martiale fut décrétée dans les communautés de Tuara, Sisin, Kuaquil, Boosirpi et Yulotigni. Les habitants ne furent plus autori-
sés à quitter leur domicile ou à célébrer les services religieux. D'après
les Indiens anciens, huit sandinistes armés ont violé la fille de douze ans
du Révérend Serminio Nicho, un chef religieux de Ninayeri Sandebay North.

Toujours d'après les Anciens, "les mois d'août, de septembre et d'octo-
"bre sont un véritable calvaire pour les dix communautés indiennes de Puerto
"Cabezas. Les communautés vivent en état de siège; les habitants se voient
"interdire la pêche dans l'océan; les terrains communaux sont expropriés;
"les habitants ne sont pas autorisés à sortir du village. Les messes et les
"services religieux sont souvent interdits, ou ne peuvent être célébrés que
"sur autorisation préalable".

La tactique de restriction de circulation pour les habitants et d'inter-
diction de pêche dans l'océan ou d'utilisation des terres communales est
dramatique, car elle peut conduire les gens au bord de la famine (22).

Les Indiens ont donné à l'Organisation des Etats américains (OEA) des
pages entières de témoignages détaillés sur les tortures et les meurtres
commis par les sandinistes. Il n'est pas besoin de rapporter ici ces récits
atroces.

CONCLUSION

Ainsi que l'a clairement exprimé le ministre de la défense du Nicaragua,
Humberto Ortega, "le marxisme est la doctrine scientifique qui guide notre

(*) Malencontreusement, dans la photocopie utilisée pour cette
traduction, il manque la page 14 de l'original (NdT).

révolution... Notre doctrine est le marxisme-léninisme" (23). Conformément à cette doctrine, les sandinistes cherchent systématiquement à s'aliéner les organisations religieuses qui pourraient menacer la prétention à la domination du FSLN sur la vie politique et sociale du Nicaragua.

Vu la puissance de l'Eglise catholique, la stratégie sandiniste a consisté à l'infiltrer, la censurer et la contrôler plutôt qu'à la détruire d'un seul coup.

Parfois, en particulier lorsque le poids de l'opinion publique de l'étranger s'est fait plus lourd, les sandinistes ont diminué, du moins en apparence, leur persécution contre l'Eglise. Cependant, en l'espace de cinq jours, l'Eglise a fait l'objet des actions suivantes:

29 octobre 1983: des manifestants font irruption dans 22 églises de Managua et dans un nombre inconnu d'églises en dehors de Managua. Les manifestants, qui sont organisés en groupes de 50 à 200 personnes, interrompent les messes, s'adressent aux fidèles et, dans plusieurs cas, menacent les prêtres.

30 octobre, 8h: des manifestants armés de matraques arrivent à l'église Saint Jude de Managua. Selon la presse pro-gouvernementale, les manifestants voulaient s'opposer à une manifestation organisée par l'église contre la nouvelle loi sur le service militaire national. Les manifestants interrompent la messe, et selon certains ils auraient frappé le Père Silvio Fonseca. Ils empêchent Mgr Bosco Vivas de s'approcher du quartier Saint Jude. Plus tard dans la même journée, un autre groupe de manifestants trouble une kermesse organisée par l'église.

30 octobre, 10h30: les autorités catholiques, (l'évêché) décident d'annuler les messes de la journée. L'évêché se trouvait dans l'impossibilité de joindre certains prêtres chargés des activités prévues.

30 octobre, 17h: des manifestants armés de matraques interrompent la messe à l'église San Francisco, dans le quartier de Bolonia à Managua. Ils cassent les fenêtres de l'église et s'en prennent à des voitures.

Nuit du 30 octobre: des manifestants se rassemblent devant l'église Santa Maria, à San Juan, dans la banlieue de Managua. D'autres manifestants brûlent un pneu sur le parvis de l'église Santa Carmen.

31 octobre: le gouvernement supprime le permis de séjour de deux prêtres étrangers, ce qui revient à les expulser. Ces deux prêtres sont Luis Corral Priosto, d Espagne, et José Maria Pacheco, du Costa Rica, respectivement directeur et sous-directeur de l'Ecole salésienne de Masaya.

31 octobre: le gouvernement annonce l'arrestation du Frère Antonio (un Italien) sous l'allégation de prédication contre le service militaire national et d'incitation à des activités contre-révolutionnaires.

2 novembre: l'Eglise catholique supprime les services religieux du 2 novembre (Toussaint) et demande de les remplacer par une journée de jeûne et de prières. Les messes supprimées sont célébrées le lendemain 3 novembre.

Soixante-cinq ans d'application de la doctrine marxiste-léniniste montrent que le communisme n'accepte pas la coexistence avec une religion qui ne lui concède pas l'autorité suprême. Les régimes marxistes-léninistes ne tolèrent les églises que dans la mesure où ils y sont contraints, comme en Pologne, ou pour des raisons tactiques dont le but final est la disparition de la religion dans la société.

Les preuves accablantes de l'évidente persécution des Eglises chrétiennes au Nicaragua sont un triste rappel de ce qu'on oublie parfois sur la nature du marxisme-léninisme et sa totale aversion pour la liberté religieuse.

NOTES

(1) Voir par exemple: discours d'Humberto Ortega du 25 août 1981; Managua Domestic Service (Radio) 23 avril 1982 (Foreign Broadcast Information Service, FBIS, du 28 avril 1982, p. P9); Managua Radio Sandino, 26 février 1983 (FBIS du 28 février 1983, p. P17).

(2) "Communiqué officiel de la Direction nationale du FSLN sur la religion", Barricada du 7 octobre 1980.

(3) "Réponse au Communiqué du FSLN sur la religion (17 octobre 1980)", Revista del Pensamiento Centroamericano de juillet-décembre 1980.

(4) Macias, Edgard: "La révolution sandiniste et la religion", présenté au Groupe de travail de la Maison-Blanche sur l'Amérique centrale (juillet 1983).

(5) "Jésus-Christ et l'unité de son Eglise au Nicaragua", lettre pastorale du 22 octobre 1980, Revista del Pensamiento Centroamericano de juillet-décembre 1980.

(6) Macias, op. cit.

(7) Radio Sandino, Managua, 10 juin 1981.

(8) Geraldine O'Leary de Macias: "Les chrétiens dans la révolution sandiniste", janvier 1983.

(9) Macias, op. cit.

(10) Washington Times du 26 juillet 1983.

(11) Archevêque Obando y Bravo, "Commentaires sur la lettre papale", La Prensa, Managua, 14 août 1983.

(12) Archevêque John R. Roche, commentaires à la Conférence catholique des Etats-Unis, Washington, DC, 9 septembre 1982.

(13) Roche, op. cit.

(14) Macias, op. cit.

(15) Humberto Belli, "Persécution des protestants au Nicaragua: une histoire méconnue", 1983.

(16) Belli, op. cit.

(17) FBIS, Amérique centrale, 2 août 1982, p. 7.

(18) FBIS, Amérique centrale, 21 juillet 1982, p. 13.

(19) Lettre du lt-col. de l'Armée du salut Ernest A. Miller.

(20) Shoshana Bryen, The Wall Street Journal, 24 août 1983.

(21) Belli, op. cit.

(22) Conseil indien Miskito des Anciens de Misurasata. Déposition devant l'Organisation des Etats américains, mai 1981-octobre 1982.

(23) Humberto Ortega, cité par Branko Lazitch dans Est et Ouest, Paris, 25 août 1981.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 275 F - Etranger 330 F - Avion 400 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441